

chapitre 5

L'édition

Dans ce chapitre, nous proposons une lecture économique et financière du secteur de l'édition au Québec. Pour ce faire, nous utiliserons trois principales sources de données, lesquelles nous permettront d'aborder successivement la production de livres, les éditeurs agréés et l'ensemble des éditeurs actifs au Québec.

D'abord, tout éditeur qui publie un document au Québec doit en déposer deux exemplaires à la Bibliothèque nationale du Québec (BNQ) en vertu de la loi. Les informations recueillies lors du dépôt sont compilées par la BNQ, qui produit chaque année un portrait statistique de l'édition au Québec. On y recense, notamment, la production annuelle de livres et de brochures¹, leurs tirages et leurs prix. Toutefois, seules les éditions et rééditions font l'objet d'une compilation, les réimpressions, soit les tirages d'une même édition qui ne comportent pas de modifications au contenu ou à la présentation, n'étant pas soumises au dépôt légal. En 1999, la BNQ recensait 1 536 éditeurs commerciaux, c'est-à-dire individus ou entreprises qui font de l'édition leur activité principale ou qui ont déposé au moins une publication, livre ou brochure. Le nombre de véritables entreprises commerciales actives est évidemment beaucoup plus réduit, comme nous le verrons. En terme de production totale de livres au Québec, la BNQ constitue néanmoins la source la plus complète et la plus fiable².

1. Selon la définition retenue par la BNQ (reprise de l'UNESCO), une brochure est une publication imprimée, non périodique et comptant au moins 5 pages mais pas plus de 48. Un livre compte au moins 49 pages.

2. L'année de dépôt d'un titre à la BNQ et celle de sa publication effective ne correspondent pas toujours, cependant, certains des titres déposés en 1999 ayant pu être publiés en 1998

La Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (loi 51) stipule que toute aide financière gouvernementale ne peut être octroyée qu'à des maisons d'édition titulaires d'un agrément délivré en vertu de la loi. Les titulaires de l'agrément sont tenus de présenter annuellement au ministère de la Culture et des Communications un rapport d'agrément, lequel comprend des informations de base sur leur production et leurs revenus, ainsi que leurs états financiers. L'examen de ces dossiers nous a permis de recenser, pour l'année financière 1998-1999, 113 éditeurs agréés au Québec³. La nécessité de détenir un agrément pour avoir accès à l'aide gouvernementale fait en sorte que les éditeurs agréés représentent la majorité des éditeurs commerciaux actifs de propriété québécoise. Et les documents déposés foisonnent d'informations économiques et financières détaillées qui font de ces documents des sources de données riches et de qualité que nous utiliserons abondamment.

Enfin, Statistique Canada mène régulièrement une enquête sur les éditeurs, de façon annuelle jusqu'en 1994-1995 et bisannuelle par la suite. Cette enquête permet de dresser, pour l'ensemble des éditeurs actifs au Québec, un portrait de la production et des principaux postes de revenus et de dépenses, ainsi que la répartition des ventes en fonction des principales catégories de clients. Définissant une maison d'édition par le choix réel d'ouvrages, la présence d'accords contractuels avec les auteurs, la mise en vente par un réseau de distribution et la prise en charge véritable du risque financier, Statistique Canada recensait, en 1998-1999, 216 éditeurs au Québec, en plus de repérer 18 diffuseurs exclusifs⁴. Statistique Canada n'excluant plus de son enquête, depuis 1996-1997, les entreprises qui ont moins de 50 000 \$ de recettes, et ayant significativement élargi sa base d'enquête en 1998-1999, ce corpus de données est fort probablement le plus exhaustif que l'on puisse souhaiter, à défaut d'être très détaillé. Nous l'utiliserons donc afin de connaître la population de référence pour l'ensemble des éditeurs commerciaux présents et actifs au Québec.

ou en 2000. Mais selon la BNQ, plus de 80 % des titres sont effectivement publiés la même année que leur dépôt.

3. Pour être plus précis, nous avons recensé 113 éditeurs agréés ayant fourni les documents requis, notamment des états financiers de 12 mois dont la clôture s'échelonnait entre le 1^{er} avril 1998 et le 31 mars 1999.

4. Entreprise assurant, de manière exclusive pour un territoire donné, la commercialisation d'un ouvrage.

5.1 L'évolution de la production de livres au Québec

production en hausse et baisse des tirages moyens

On trouvera au Tableau 5.1 quelques données caractérisant la production de nouveaux livres au Québec entre 1989 et 1999. On peut d'abord constater que l'augmentation du nombre de nouveautés, en dépit d'une légère baisse en 1999, est constante sur l'ensemble de la période, ceux-ci étant passés de 2 757 titres à 3 775, soit une croissance annuelle moyenne de 3,2%. Le nombre de titres par 100 000 habitants passe ainsi de 40 à 51 entre ces deux années, ce qui est un résultat sensiblement supérieur à celui des États-Unis (20,0), du Canada hors Québec (34,1) et même de la France (47,6)⁵.

Tableau 5.1 L'édition commerciale au Québec, principaux indicateurs, 1989-1999

	1989	1992	1995	1996	1997	1998	1999	TCAM ¹ 1989-1999
Nombre de titres ²	2 757	3 014	3 546	3 708	3 796	3 825	3 775	3,2%
Nbr de titres/ 100 000 habitants	39,8	42,4	49,0	51,0	51,9	52,1	51,4	2,6%
Tirage total (milliers d'exemplaires)	8 405	12 532	12 098	10 061	10 549	8 889	8 318	-0,001%
Tirage moyen/titre	3 049	4 158	3 412	2 713	2 779	2 324	2 203	-3,2%
Prix moyen	26,12 \$	26,15 \$	25,03 \$	23,81 \$	23,74 \$	25,57 \$	25,53 \$	-0,002%
Total, en excluant la catégorie « cuisine et hôtellerie » :								
Nombre de titres ²	2 684	2 956	3 443	3 617	3 701	3 736	3 702	3,3%
Tirage total (milliers d'exemplaires)	7 699	10 289	10 215	9 209	10 294	8 586	7 933	0,003%
Tirage moyen/titre	2 868	3 481	2 967	2 546	2 782	2 298	2 143	-2,9%

1. Taux de croissance annuel moyen.

2. Nouvelles parutions et rééditions (livres seulement).

Source : Bibliothèque nationale du Québec.

5. Fortin (1998) pour les États-Unis, Statistique Canada pour le reste du Canada et Syndicat national de l'édition, in *Mini chiffres clés*, ministère de la Culture et de la Communication, pour la France.

Quant au tirage total⁶, il augmente entre 1989 et 1992, mais il chute régulièrement par la suite, glissant à 8,3 millions d'exemplaires en 1999, soit sous le niveau de 1989 (8,4 millions). Le tirage moyen passe de ce fait de 3 049 exemplaires en 1989 à 4 158 en 1992, avant de chuter jusqu'à 2 203 en 1999, ce qui correspond à une baisse de 3,2 % par an en moyenne entre 1989 et 1999, mais de 5,7 % par an entre 1992 et 1999.

Le prix moyen (prix de détail suggéré par l'éditeur) n'affiche pas de tendance claire sur l'ensemble de la période. Signalons toutefois qu'il s'agit d'une moyenne arithmétique, c'est-à-dire une moyenne du prix de chaque titre, non pondérée par leur tirage, et n'incluant pas les réimpressions, lesquelles sont importantes, comme nous le verrons à la section suivante. Cet indicateur est donc peu représentatif de l'évolution du prix de l'ensemble du marché.

Il faut également mentionner que ces données souffrent d'une forte distorsion créée par la catégorie « cuisine et hôtellerie », dont les variations sont majeures et ne trouvent aucun équivalent dans le reste du marché⁷. Comme on peut le voir dans la seconde partie du Tableau 5.1, l'exclusion de cette catégorie aplanit sensiblement la croissance des tirages de 1989 à 1992, de même que la décroissance entre 1992 et 1999. Elle ne modifie toutefois pas le constat général pour l'ensemble de la période : on assiste toujours à une très forte hausse du nombre de titres (3,3 % par année) et à une baisse significative du tirage moyen (-2,9 %).

Signalons que la même tendance, quoiqu'un peu moins accentuée du côté du tirage moyen, est également visible en France. Selon le Syndicat national de l'édition (SNE), le nombre de titres a progressé en moyenne de 3,0 % par année entre 1991 et 1998, tandis que le tirage moyen chutait de 0,4 % par an⁸.

Le portrait est évidemment différencié lorsqu'on partage la production en catégories éditoriales, comme on peut le voir au Tableau 5.2. La catégorie

6. Rappelons que la BNQ ne recense que les nouvelles éditions et les rééditions, les réimpressions n'étant pas soumises au dépôt légal. Tout au long de cette section, la notion de tirage fait donc référence au premier tirage.

7. Qu'on en juge plutôt : 58 titres et 2,3 millions d'exemplaires en 1992 et 103 titres et 1,9 million d'exemplaires en 1995, contre 73 titres et 385 000 exemplaires en 1999.

8. La production française atteignait tout de même, en 1998, 27 922 nouveautés et rééditions et 22 969 réimpressions, pour un tirage moyen de 8 400 exemplaires. Syndicat national de l'édition, in *Mini chiffres clés*, ministère de la Culture et de la Communication, France.

« langues et littérature » domine largement l'ensemble, avec 40 % du nombre total de titres en 1999, suivie des catégories « philosophie, psychologie et religion », « histoire, géographie et anthropologie », « sciences, médecine et agriculture » et « sciences sociales et politique, droit », lesquelles représentent chacune entre 11 % et 14 % du nombre de nouveautés publiées en 1999. On notera que les plus fortes hausses de production ont touché les catégories « éducation » (7,1 % par année en moyenne depuis 1989), « histoire, géographie et anthropologie » (6,1 %) et « philosophie, psychologie et religion » (4,5 %). Également à noter, la forte poussée, au sein de la catégorie « langue et littérature » (3,6 %), des sous-catégories « roman » et « littérature jeunesse » (respectivement 8,1 % et 6,2 %). Seule la catégorie « bibliographie », numériquement peu importante, et la sous-catégorie « contes et nouvelles » affichent une baisse du nombre de titres publiés, avec respectivement -13,6 % et -0,5 %.

Un autre découpage, que l'on trouvera dans la seconde partie du Tableau 5.2, est également instructif, en ce qu'il permet d'isoler l'ensemble de la production jeunesse (regroupement plus large que la sous-catégorie « littérature jeunesse ») et la production de manuels scolaires de niveaux primaire et secondaire. La production de brochures étant importante et représentative du réel marché dans ces deux secteurs, nous l'avons également incluse. On remarque d'abord, dans l'édition jeunesse, la forte hausse du nombre de titres pour les livres entre 1989 et 1999 (6,8 % par année en moyenne), mais faible pour les brochures (0,7 %). Quant au manuel scolaire, la production de livres est en baisse (-2,2 %), mais seulement depuis 1998, de même que des brochures (-3,1 %), dont la production est, relativement parlant, beaucoup plus faible que dans l'édition jeunesse. Il faut toutefois mentionner que dans ces deux secteurs, comme nous le verrons dans la section suivante, les réimpressions sont plus nombreuses que les nouveautés.

Tout comme pour le nombre de titres, les tirages moyens des nouveautés et des rééditions sont également assez différenciés selon les catégories. Comme on peut le voir au Tableau 5.3, ce sont les catégories « technologie » (-7,7 % par année en moyenne sur l'ensemble de la période), « sciences sociales et politiques, droit », « sciences, médecine et agriculture » (toutes deux à -5,2 %) et « musique et beaux-arts » (-4,8 %) qui sont les plus touchées par le phénomène de la baisse du tirage moyen. Seules les catégories « bibliographie » et « ouvrages généraux », qui comptent peu de titres produits, affichent des tirages en hausse.

Tableau 5.2 Nombre de titres¹ par catégorie, édition commerciale, 1989-1999

	1989	1992	1995	1996	1997	1998	1999	TCAM ² 89-99
Ouvrages généraux	3	8	13	15	11	5	6	7,2%
Philosophie, psychologie et religion	339	417	455	490	476	477	524	4,5%
Histoire, géogr. et anthropologie	277	309	387	441	428	478	500	6,1%
Sciences sociales et polit., droit	419	485	544	496	448	449	430	0,3%
Éducation	45	64	90	82	74	100	89	7,1%
Musique et beaux-arts	73	61	93	95	83	83	73	0,0%
Langue et littérature	1 058	1 090	1 253	1 287	1 452	1 504	1 511	3,6%
Poésie	155	135	193	150	168	211	217	3,4%
Roman	212	272	315	360	380	433	462	8,1%
Contes, nouvelles	68	57	45	68	70	58	65	-0,5%
Littérature jeunesse	160	228	274	248	317	315	292	6,2%
Sciences, médecine et agriculture	360	461	474	502	571	536	443	2,1%
Technologie	127	104	217	261	233	164	176	3,3%
Bibliographie	56	15	20	39	20	21	13	-13,6%
Total	2 757	3 014	3 546	3 708	3 796	3 825	3 775	3,2%
Édition jeunesse ³								
Livres	177	278	348	322	398	358	343	6,8%
Brochures ⁴	368	453	473	325	392	407	394	0,7%
Édition de manuels scolaires ⁵								
Livres	379	395	387	441	483	461	304	-2,2%
Brochures ⁴	135	68	95	160	138	61	99	-3,1%

1. Nouvelles parutions et rééditions.

2. Taux de croissance annuel moyen.

3. Monographies destinées aux jeunes de 15 ans ou moins, hors manuel scolaire (cette catégorie diffère de la « littérature jeunesse », laquelle compte exclusivement des textes littéraires).

4. Moins de 50 pages.

5. Primaire et secondaire.

Source : Bibliothèque nationale du Québec.

Du côté de l'ensemble de l'édition jeunesse, le tirage moyen des livres, après une forte hausse entre 1989 et 1992, affiche une baisse constante par la suite. Quant aux brochures, leur tirage moyen est en hausse de 1989 à 1996, puis chute fortement. Sur l'ensemble de la période, le tirage moyen des livres est en chute, à -0,6 % par année en moyenne, mais celui des brochures affiche tout de même une hausse de 3,7 % par an. Dans un cas comme dans l'autre, les tirages moyens de l'édition jeunesse sont entre deux et trois fois supérieurs à la moyenne de l'édition québécoise. Les manuels scolaires, de leur côté,

Tableau 5.3 Tirage moyen¹ par catégorie, édition commerciale, 1989-1999

	1989	1992	1995	1996	1997	1998	1999	TCAM ² 89-99
Ouvrages généraux	1 785	5 231	8 631	6 441	18 847	630	20 091	27,4 %
Philosophie, psychologie et religion	3 246	2 704	2 293	2 106	3 034	2 263	2 528	-2,5 %
Histoire, géogr. et anthropologie	1 871	4 174	2 160	1 934	2 477	1 471	1 482	-2,3 %
Sciences sociales et polit., droit	2 289	3 054	1 816	1 533	1 730	1 375	1 341	-5,2 %
Éducation	1 880	1 363	1 634	1 855	1 282	1 890	1 350	-3,3 %
Musique et beaux-arts	2 824	2 082	9 031	3 558	3 310	1 342	1 728	-4,8 %
Langue et littérature	3 161	4 220	3 705	3 138	3 310	2 868	2 523	-2,2 %
Poésie	676	720	513	622	564	557	445	-4,1 %
Roman	2 451	2 338	1 997	1 912	1 886	1 795	2 168	-1,2 %
Contes, nouvelles	1 603	1 012	822	1 027	1 036	880	1 064	-4,0 %
Littérature jeunesse	5 771	11 317	10 239	7 582	8 425	6 068	5 243	-1,0 %
Sciences, médecine et agriculture	3 628	3 100	2 510	3 260	2 501	2 161	2 136	-5,2 %
Technologie	6 465	22 748	10 448	4 118	1 930	3 887	2 909	-7,7 %
Bibliographie	1 050	1 092	1 339	635	1 242	1 604	1 874	6,0 %
Total	3 049	4 158	3 412	2 713	2 779	2 324	2 203	-3,2 %
Édition jeunesse ³								
Livres	5 584	10 208	9 874	7 281	8 646	6 463	5 282	-0,6 %
Brochures ⁴	4 207	5 583	7 615	9 327	6 520	5 685	6 055	3,7 %
Édition de manuels scolaires ⁵								
Livres	4 747	4 096	3 836	4 389	3 450	3 960	3 941	-1,8 %
Brochures ⁴	3 773	1 864	3 078	4 961	3 511	2 756	4 707	2,2 %

1. Nouvelles parutions et rééditions.

2. Taux de croissance annuel moyen.

3. Monographies destinées aux jeunes de 15 ans ou moins, hors manuel scolaire (cette catégorie diffère de la « littérature jeunesse », laquelle compte exclusivement des textes littéraires).

4. Moins de 50 pages.

5. Primaire et secondaire.

Source : Bibliothèque nationale du Québec.

montrent un tirage moyen en baisse régulière pour les livres (-1,8% en moyenne par an), tandis que le tirage moyen des brochures, quoique globalement en hausse, montre une évolution en dents de scie. Le tirage moyen des livres scolaires demeure tout de même près de deux fois supérieur au tirage moyen de l'ensemble de l'édition au Québec.

Comme nous l'avons mentionné, l'évaluation du prix moyen — par la Bibliothèque nationale du Québec — souffre de grandes limitations lorsqu'il s'agit d'examiner son évolution au cours des ans. Néanmoins, ces données

Tableau 5.4 Prix moyen¹ des livres par catégorie éditoriale, édition commerciale, 1999

	Nombre de titres	Prix moyen
Ouvrages généraux	6	21,85 \$
Philosophie, psychologie et religion	533	20,98 \$
Histoire (sciences auxiliaires)	145	68,51 \$
Histoire (sauf Amérique)	40	30,14 \$
Histoire (Amérique)	52	23,30 \$
Histoire (Canada)	146	29,24 \$
Géographie, anthropologie	117	22,41 \$
Sciences sociales	300	26,95 \$
Science politique	29	27,78 \$
Droit	102	43,83 \$
Éducation	89	29,50 \$
Musique	24	30,65 \$
Beaux-Arts	49	40,40 \$
Langue et littérature	1 511	19,39 \$
Langues, linguistique	204	33,84 \$
Poésie	217	16,51 \$
Théâtre	45	14,86 \$
Roman	462	19,25 \$
Contes, nouvelles	65	16,69 \$
Littérature jeunesse	292	10,16 \$
Sciences	257	32,56 \$
Médecine	154	26,07 \$
Agriculture	32	26,25 \$
Technologie	168	24,37 \$
Sciences militaires et navales	8	32,84 \$
Bibliographie	13	27,10 \$
Total	3 775	25,53 \$
Édition jeunesse ²		
Livres	343	11,17 \$
Brochures ³	394	9,77 \$
Édition de manuels scolaires ⁴		
Livres	304	36,99 \$
Brochures ³	99	13,55 \$

1. Nouvelles parutions et rééditions ; moyenne arithmétique (non pondérée par le tirage).

2. Monographies destinées aux jeunes de 15 ans ou moins, hors manuel scolaire (cette catégorie diffère de la « littérature jeunesse », laquelle compte exclusivement des textes littéraires).

3. Moins de 50 pages.

4. Primaire et secondaire.

Source : Bibliothèque nationale du Québec.

demeurent utiles pour comparer les écarts de prix absolus entre différentes catégories de livres. De plus, les distorsions sont fort probablement amoindries lorsque le prix est évalué pour des groupes de livres relativement homogènes, ce que constituent, au moins en théorie, les catégories éditoriales.

Comme on peut le constater à la lecture du Tableau 5.4 — et comme nous l'avions supposé au chapitre 3 à propos de la segmentation de la production et de la détermination des prix de référence pour chaque segment — les écarts de prix entre catégories sont marqués⁹.

Des catégories comme l'histoire, le droit, les beaux-arts, l'éducation et les sciences ou, de manière plus générale, les manuels scolaires, affichent des prix nettement supérieurs à la moyenne. À l'inverse, l'édition jeunesse (qu'il s'agisse de la littérature-jeunesse ou de l'ensemble de la production jeunesse), de même que l'ensemble de la littérature (roman, théâtre, poésie, contes et nouvelles), se vendent à des prix sensiblement inférieurs à la moyenne.

Ces données de la BNQ permettent de facilement démontrer la présence d'écarts de prix entre catégories éditoriales et la relative stabilité de ces écarts dans le temps. En revanche, les indices de prix de Statistique Canada sont beaucoup plus utiles pour examiner l'évolution réelle des prix de l'ensemble du marché.

évolution contrastée des prix de détail et des prix de gros

Rappelons qu'en matière de prix du livre, l'indice le plus désagrégé disponible pour le Québec est celui du matériel de lecture et autres imprimés, ce qui comprend tout à la fois les livres et les brochures, les journaux, et les revues et magazines. Pour l'ensemble du Canada, nous disposons d'indices beaucoup plus précis : l'indice des prix à la consommation du livre hors manuel scolaire (IPC)¹⁰, l'indice des prix industriels du livre (IPI, ou prix de gros, c'est-à-dire le prix de vente des distributeurs) et l'indice des prix industriels de l'édition (qui retrace l'évolution des prix pour l'ensemble des activités des éditeurs)¹¹.

9. On trouvera dans ce tableau une liste beaucoup plus désagrégée que dans les tableaux précédents, le mode de calcul du prix moyen de la BNQ ne nous permettant pas d'opérer les agrégations pertinentes.

10. Ceux-ci possèdent leur propre indice de prix, mais depuis 1995 seulement.

11. Rappelons ici que nous avons établi, au chapitre 3, qu'il y a tout lieu de penser que l'évolution des prix du livre au Canada reflète assez bien celle des prix du livre au Québec.

Comme nous l'avions constaté au chapitre 3 — et comme on peut le voir au Tableau 5.5 — le prix relatif du livre, au détail, est en hausse. L'IPC du livre, en effet, à 4,3% par année, progresse plus rapidement entre 1985 et 1999 que l'IPC de l'ensemble de l'économie (2,8%). Dans un cas comme dans l'autre, l'inflation s'est sensiblement réduite après 1991. La hausse du prix relatif du livre, lequel est obtenu en soustrayant de l'IPC du livre l'IPC de l'ensemble de l'économie, se réduit également d'une période à l'autre, passant de 2,3% par année, entre 1985 et 1991, à 0,8% entre 1991 et 1999.

L'évolution des indices des prix industriels (prix de gros) est fort intéressante. D'une part, on note qu'il y a fort peu d'écart entre l'évolution du prix de gros du livre et celle du prix de gros de l'ensemble du secteur de l'édition; ce qui souligne, évidemment, la grande part occupée par la vente de livres dans l'activité totale des éditeurs. D'autre part, on notera qu'au contraire de l'IPC, l'inflation du prix de gros du livre est stable, avant comme après 1991. De ce fait, de 1985 à 1991, le prix de détail du livre progresse plus rapidement que le prix de gros (7,0% par année contre 3,9%), mais la situation est inversée par la suite, le prix de détail progressant moins rapidement entre 1991 et 1999 (2,3% par année) que le prix de gros (3,9%). Comme on peut le voir à la Figure 5.1, les deux courbes de prix (IPC livre et IPI livre) tendent ainsi à s'éloigner l'une de l'autre jusqu'en 1991, puis à se rapprocher après 1991.

Ce que signifie cette évolution contrastée des indices de prix du livre, c'est que les marges avaient tendance à se comprimer en amont (dans le secteur de l'édition) avant 1991 (le prix de gros du livre progressant moins rapidement que le prix de détail), alors qu'elles ont tendance à se comprimer en aval depuis (le prix de détail du livre progressant moins rapidement que le prix de gros).

Que faut-il en conclure? D'abord, il convient de mentionner que l'on retrouve sensiblement les mêmes tendances à l'étranger (SECOR, 1998). En France, l'indice de prix du livre (hors scolaire) est presque systématiquement supérieur à l'IPC d'ensemble, tout comme en Allemagne et au Royaume-Uni. Il en va un peu différemment aux États-Unis, où la hausse du prix de détail du livre est à peu près identique à celle de l'IPC d'ensemble entre 1985 et 1997 (3,2% par année en moyenne pour le livre, contre 3,3% pour l'IPC). En revanche, on retrouve le même mouvement de compression des marges en aval, la croissance des prix de gros ayant été de 4,2% par année en moyenne entre les mêmes années.

Tableau 5.5 Indices de prix du livre, Canada, 1989-1999 (Taux de croissance annuels)

	Indices de prix à la consommation (IPC) ¹		Indices de prix industriels (IPI) ²	
	Ensemble de l'économie	Livres, brochures et autres imprimés ³	Livres, brochures et autres imprimés	Édition
1999	1,7%	2,1%	2,5%	2,5%
1998	0,9%	0,0%	5,0%	4,6%
1997	1,6%	2,9%	2,4%	2,4%
1996	1,6%	2,3%	2,7%	2,6%
1995	2,2%	5,0%	5,1%	4,4%
1994	0,2%	3,1%	6,3%	4,1%
1993	1,8%	1,9%	5,4%	4,2%
1992	1,5%	0,9%	1,9%	3,5%
1991	5,6%	11,5%	2,2%	4,7%
1990	4,8%	5,8%	2,9%	4,1%
1989	5,0%	3,1%	3,7%	3,8%
1988	4,0%	4,6%	4,6%	4,5%
1987	4,4%	10,5%	5,3%	5,3%
1986	4,1%	6,8%	4,8%	4,6%
TCAM ⁴				
1985-1999	2,8%	4,3%	3,9%	4,0%
1985-1991	4,7%	7,0%	3,9%	4,5%
1991-1999	1,5%	2,3%	3,9%	3,6%

1. Prix de détail.

2. Prix de gros : prix de vente du distributeur.

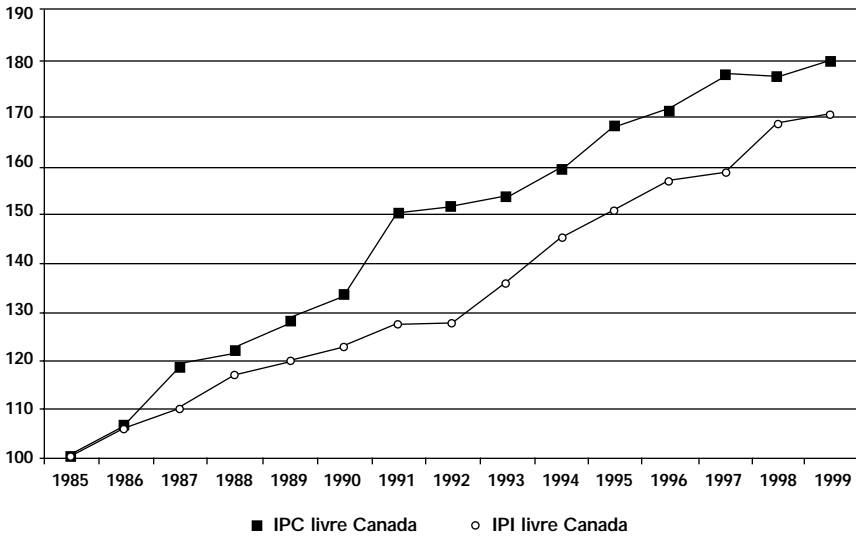
3. Hors manuel scolaire.

4. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada (CANSIM, matrices 9962, 9957 et 1873).

En l'absence de hausses systématiques du prix des matières premières et des services nécessaires à la production matérielle des livres¹², force nous est de conclure que c'est l'efficacité même du secteur de l'édition qui est en cause dans la forte hausse des prix de gros. Cela s'explique aisément : avec une quantité de nouveautés en hausse et un tirage moyen en baisse, les coûts unitaires moyens s'élèvent forcément. Ce qui, à structure de coûts fixes et

12. Les données américaines sont éclairantes à cet égard : l'indice de prix de l'industrie de l'édition, entre 1989 et 1998, progresse de 4,2 % par an en moyenne, tandis que celui de l'industrie de l'impression de livres ne progresse que de 2,3 %, et celui du papier, de 1,3 %. Dans ce dernier cas, en particulier, à l'exception d'une forte hausse enregistrée en 1995, les prix sont constamment en baisse ou en très faible croissance. L'IPC d'ensemble, quant à lui, s'est élevé de 3,1 % par année, en moyenne, entre 1989 et 1998 (*U.S. Bureau of Labor Statistics*).

Figure 5.1 Indices de prix du livre, Canada, 1985-1999 (Base 1985 = 100¹)

1. L'indice des prix a été ramené d'une base 1992=100 à une base 1985=100 à seule fin de faciliter la lecture.

Source : Statistique Canada (CANSIM, matrices 9957 et 1873).

généraux inchangée, pèse évidemment sur les marges bénéficiaires. La fuite en avant (accroître encore le nombre de nouveautés) et la hausse des prix constituent dès lors les deux voies de sortie les plus évidentes pour un éditeur placé devant ce problème. Toutefois, cette solution individuelle, lorsqu'elle est appliquée par tous, ne fait évidemment qu'aggraver le problème collectif.

Il est plus difficile d'expliquer la dynamique en jeu dans la compression apparente des marges en aval. On pourrait, du moins en partie, l'expliquer par une plus grande efficacité dans la mise en marché des livres (une hausse de productivité)¹³ et par la transformation structurelle du commerce au détail. On pense évidemment, dans ce dernier cas, à l'accroissement de la part occupée, depuis le milieu des années 1990, par les commerces fonctionnant avec des marges plus faibles et par les chaînes de librairies. Qu'il s'agisse de l'impact direct des rabais offerts par ceux-ci sur le prix moyen ou des pres-

13. Hypothèse difficile à justifier pour les librairies, dans le contexte d'un nombre grandissant de nouveautés mises en office se partageant des ventes globales en baisse, à quoi s'ajoutent des retours qui seraient en hausse, selon la majorité des intervenants. Néanmoins, comme nous le verrons au chapitre 7, les librairies indépendantes semblent montrer une certaine amélioration de leur efficacité depuis trois ans.

sions concurrentielles incitant les autres commerçants à abaisser également leurs prix, les « guerres de prix » qui en résultent, même si elle se limitent à quelques centaines de titres, se traduisent directement par des pressions à la baisse sur les profits des librairies. Ces dernières n'ont alors d'autres choix que d'augmenter leurs ventes de produits autres que le livre ou de réduire leurs dépenses, au premier plan desquelles se trouvent les charges de main-d'œuvre et les stocks en magasins. Nous reviendrons sur cette question au chapitre 7.

5.2 Les éditeurs agréés au Québec

Dans cette section, nous examinerons en détail la production, les revenus et les dépenses, de même que les principales données financières des éditeurs agréés au Québec, à partir des données présentes dans les rapports d'agrément et les états financiers des entreprises. Ayant compilé et analysé ces données pour l'année financière 1998-1999¹⁴, il nous a semblé utile d'en comparer les résultats, lorsque la chose était possible, avec les compilations du ministère pour les années 1983, 1986, 1989, 1992 et 1995. Nous pourrions ainsi avoir une évaluation assez juste de l'évolution de la production et des principaux postes de revenus des éditeurs agréés depuis 1983. Dans une seconde étape, nous procéderons à une analyse plus fine des états financiers de 1998-1999.

évolution de la production et des revenus

Comme on peut le voir au Tableau 5.6, le nombre d'éditeurs agréés est en forte hausse, étant passé de 70 en 1983 à 113 en 1998. Cette hausse a surtout été marquée lors de deux périodes, soit la seconde moitié des années 1980 et la seconde moitié des années 1990.

14. Comme toute étude reposant sur les déclarations volontaires des entreprises, les données n'étaient pas toujours complètes et, en ce qui concerne les états financiers, tous les postes n'étaient pas forcément homogènes, ce qui peut entraîner un certain nombre de biais. Des estimations ont été opérées, dans certains cas, pour combler les données manquantes et obtenir un portrait global. Certaines de ces estimations (données sur la production) furent faites sur une base sectorielle avant d'être additionnées pour former le portrait global. Nous n'avons pas, dans les tableaux présentés dans cette section, systématiquement inclus le nombre de répondants à chacune des entrées, pour ne pas alourdir inutilement la présentation des tableaux. Soulignons cependant que le plus faible taux de réponse à un poste était de 70 % (79 sur 113), ce qui répond à des critères de performance statistique satisfaisants. Pour une population de 113, la taille de l'échantillon requis pour un seuil de confiance de 95%, neuf fois sur dix, est de 52 éditeurs, soit 46 % du total.

L'évolution du nombre de nouveautés et des tirages totaux et moyens ne causera guère de surprises, les données étant la réplique presque exacte des données de la BNQ. En 1998, la production des éditeurs agréés représentait 74 % de la production québécoise de nouveautés et de rééditions (2 829 titres sur 3 825) et 92 % du tirage total (8,2 millions d'exemplaires sur 8,9 millions)¹⁵. Quant au tirage moyen, il était de 2 909 pour les éditeurs agréés, contre 2 324 pour l'ensemble du Québec. Les données du Tableau 5.6 incluant cependant les réimpressions, elles nous permettent d'affiner quelque peu notre jugement.

Le nombre de nouveautés et de réimpressions est en accroissement rapide et constant depuis 1983, tandis que le nombre de rééditions est à peu

Tableau 5.6 Production des maisons d'édition agréées au Québec, 1983-1998 (en unités)

	1983	1986	1989	1992	1995	1998
Nombre d'entreprises	70	73	85	93	98	113
Nombre de titres édités						
Nouveautés	1 144	1 359	1 656	1 887	2 217	2 829
Réimpressions	666	1 240	1 418	1 913	2 105	3 292
Rééditions	96	102	113	112	126	120
Total	1 906	2 701	3 187	3 912	4 448	6 242
Tirage						
Nouveautés	4 197 923	4 040 913	5 443 615	6 800 937	7 442 859	8 230 683
Réimpressions	3 021 052	4 470 265	5 253 734	6 802 245	7 880 337	7 064 556
Rééditions	485 820	311 759	347 321	410 861	658 396	292 641
Total	7 704 795	8 822 937	11 044 670	14 014 043	15 981 592	15 587 880
Tirage moyen						
Nouveautés	3 670	2 973	3 287	3 604	3 357	2 909
Réimpressions	4 536	3 605	3 705	3 556	3 744	2 146
Rééditions	5 061	3 056	3 074	3 668	5 225	2 439
Total	4 042	3 267	3 466	3 582	3 593	2 498

Source : Rapports d'agrément ; compilation : 1983 à 1995 : Hardy (1998) ; 1998 : SODEC.

15. Ce dernier pourcentage semble élevé, mais signalons que la concordance temporelle entre ces deux séries de données n'est pas parfaite, puisqu'il s'agit dans un cas de l'année « calendrier » de 1998 et dans l'autre de l'année fiscale 1998-1999 (clôtures des bilans s'échelonnant du 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999).

près stable depuis 1989. Les réimpressions ont toutefois progressé beaucoup plus vite (11,2 % par année en moyenne depuis 1983) que les nouveautés (6,2 % par année), au point de dépasser pour la première fois, en 1998, le nombre de nouveautés, alors qu'en 1983, ces dernières étaient près de deux fois plus nombreuses.

Le tirage total est également en hausse, étant passé de 7,7 millions d'exemplaires en 1983 à 15,6 millions en 1998, mais il progresse faiblement à partir de 1992, et régresse même depuis 1995. De ce fait, les tirages moyens, en chute sensible dans les années 1980, puis à peu près stables entre 1989 et 1995, s'effondrent entre 1995 et 1998, de -4,7 % par année pour les nouveautés (de 3 357 à 2 909) et d'un impressionnant -16,9 % pour les réimpressions (de 3 744 à 2 146).

Bien sûr, le fait que les réimpressions progressent plus rapidement que les nouveautés pourrait démontrer que les ventes de fonds sont en croissance chez les éditeurs. Cette meilleure exploitation des catalogues ne semble toutefois pas être le seul élément en cause. En effet, tout se passe comme si, depuis le milieu des années 1990, les éditeurs agréés produisaient toujours plus de nouveautés, mais avec des premiers tirages plus courts, qu'ils relançaient, lorsque la demande le justifiait, par de plus fréquentes réimpressions, chacune de plus faible tirage. Ce qui, au-delà de la faiblesse apparente de la demande et d'une segmentation accrue du marché, pourrait également être le signe d'un effort, de la part des éditeurs, de mieux contrôler leurs stocks et de se rapprocher le plus possible d'une gestion en flux tendus. À cet égard, les récentes évolutions dans le domaine de l'imprimerie tendent à faciliter ce mouvement, les petits tirages étant plus accessibles et de plus en plus abordables.

En ce qui concerne l'évolution des revenus totaux (Tableau 5.7), on notera qu'ils sont en hausse régulière, de 62 millions de dollars en 1983 à 184 millions en 1998, soit une hausse annuelle moyenne de 7,5 %. Les ventes de livres représentaient une part à peu près stable de ce total, de 75 % à 78 % entre 1992 et 1998 (144 millions en 1998), dont 13-14 % étaient constituées de ventes à l'étranger (24 millions en 1998). Soulignons que les revenus tirés d'autre chose que de la vente de livres provenaient, pour l'essentiel, d'activités liées au domaine du livre (librairie, diffusion et distribution, surtout).

Les subventions à l'édition, dont plus de 80 % proviennent de Patrimoine Canada et du Conseil des arts du Canada, sont globalement en hausse, représentant, selon les années, entre 5,3 % et 9,1 % des revenus totaux des éditeurs agréés (près de 15 millions de dollars en 1998). Si l'aide fédérale est

Tableau 5.7 Revenus des maisons d'édition agréées au Québec, 1983-1998

	1983	1986	1989	1992	1995	1998
En milliers de dollars						
Ventes totales	56 970,9	68 971,3	122 935,3	133 926,3	152 840,1	169 479,6
Ventes de livres	n.d.	n.d.	n.d.	110 726,0	126 752,2	144 070,7
Au Québec	n.d.	n.d.	n.d.	90 663,1	104 782,7	119 935,0
À l'étranger	n.d.	n.d.	n.d.	20 062,9	21 969,5	24 135,7
Autres ventes	n.d.	n.d.	n.d.	23 200,3	26 087,9	25 408,9
Subventions	5 271,6	6 439,3	6 842,5	9 553,3	15 360,1	14 728,6
Québec	450,9	821,5	1 176,7	2 480,7	2 347,4	2 576,6
Canada	4 820,7	5 617,8	5 665,8	7 072,5	13 012,7	12 152,0
Revenu total	62 242,5	75 410,6	129 777,8	143 479,5	168 200,2	184 208,2
Versement droits d'auteurs	4 965,3	6 383,4	10 682,3	10 368,8	12 137,9	15 448,5
En % du revenu total						
Ventes totales	91,5 %	91,5 %	94,7 %	93,3 %	90,9 %	92,0 %
Ventes de livres	n.d.	n.d.	n.d.	77,2 %	75,4 %	78,2 %
Au Québec	n.d.	n.d.	n.d.	63,2 %	62,3 %	65,1 %
À l'étranger	n.d.	n.d.	n.d.	14,0 %	13,1 %	13,1 %
Autres ventes	n.d.	n.d.	n.d.	16,2 %	15,5 %	13,8 %
Subventions	8,5 %	8,5 %	5,3 %	6,7 %	9,1 %	8,0 %
Québec	0,7 %	1,1 %	0,9 %	1,7 %	1,4 %	1,4 %
Canada	7,7 %	7,4 %	4,4 %	4,9 %	7,7 %	6,6 %
Revenu total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Versement droits d'auteurs	8,0 %	8,5 %	8,2 %	7,2 %	7,2 %	8,4 %
En % des ventes de livres	n.d.	n.d.	n.d.	9,4 %	9,6 %	10,7 %

Source : Rapports d'agrément : compilation : 1983 à 1995 : Hardy (1998) ; 1998 : SODEC.

concentrée en grande partie dans les activités de production, l'intervention du gouvernement du Québec se ramifie pour sa part dans des activités de soutien aux éditeurs pour la promotion et l'exportation, ainsi que dans la diffusion du livre : aide aux librairies agréées, aux salons du livre, aux associations professionnelles. Signalons, par ailleurs, qu'un crédit d'impôt remboursable sur la production a été instauré par le gouvernement du Québec en mars 2000¹⁶. Le coût de cette mesure a été estimé par la SODEC

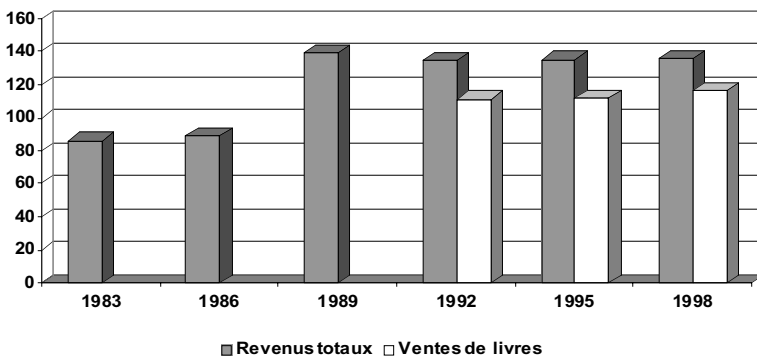
16. Le crédit d'impôt est égal à 40 % des dépenses de main-d'œuvre admissibles attribuables à la préparation d'un ouvrage, sans dépasser 20 % des frais de préparation, et il est égal à 30 % des dépenses de main-d'œuvre admissibles attribuables à l'impression (premier tirage), sans dépasser 10 % des frais d'impression. Un plafond de 500 000 \$ par ouvrage s'applique pour cette mesure.

à 8,6 millions de dollars, ce qui, en 1998, aurait représenté environ 4,7 % des revenus des éditeurs agréés.

Quant aux versements de droits d'auteurs, ils étaient également à la hausse en valeur absolue (ils ont triplé entre 1983 et 1998), et ils représentent environ 8 % des revenus totaux, soit autour de 10 % de la valeur des ventes de livres. On parle ainsi d'une somme de plus 15 millions de dollars versés aux auteurs par les maisons d'édition agréées du Québec en 1998.

Une hausse des revenus de 7,5% par année peut sembler impressionnante à première vue, mais encore faut-il pouvoir juger de l'évolution réelle de ces revenus. Or, si cette évolution affiche un plus que respectable 3% par année entre 1983 et 1998 (en dollars 1992, c'est-à-dire une fois l'inflation retranchée : voir la Figure 5.2), on constate sans grande surprise, considérant le tassement du marché dans la seconde moitié des années 1990, que les revenus réels des éditeurs stagnent depuis 1989. D'ailleurs, depuis 1983, c'est essentiellement entre 1986 et 1989 que s'est déroulée la progression. Les trois années pour lesquelles nous disposons de données concernant les ventes de livres permettent également de conclure que ces ventes stagnent depuis 1992 chez les éditeurs agréés.

Figure 5.2 Évolution réelle des revenus des éditeurs agréés, 1989-1998
(en millions de dollars 1992¹)



1. Valeurs monétaires déflatées par l'indice des prix industriels de l'édition et l'indice des prix industriels du livre, Canada.

Source : Tableau 5.7 et Statistique Canada (Cansim, matrice 1878) pour les indices de prix.

les spécialisations éditoriales

Les éditeurs agréés ne constituent évidemment pas un tout homogène. Il existe de grandes différences structurelles entre éditeurs spécialisés dans des domaines différents. Quoique ce type d'exercice demeure toujours périlleux en l'absence de données complètes et précises sur les ventes de livres par catégorie et par éditeur, nous proposons un découpage qui, malgré un certain nombre de limites, nous semble assez éclairant.

Le découpage proposé comprend un segment scolaire (produisant pour les niveaux primaire et secondaire, mais également collégial et universitaire), un segment jeunesse (produisant de la littérature et des albums jeunesse) et enfin un segment de littérature générale (produisant de la littérature, des essais et des livres pratiques, ainsi que quelques autres types de livres pas assez nombreux pour justifier la création d'une autre catégorie). En tout état de cause, la « spécialité » à laquelle il est fait référence ici doit être entendue au sens d'une dominance au sein de la production d'ensemble d'un éditeur, et non pas d'une exclusivité¹⁷.

Il est justifié de proposer un tel découpage, considérant qu'il existe des différences marquées d'un segment à l'autre, dans la demande, les coûts de production et d'impression, la gestion de la production et du catalogue ainsi que les modalités de mise en marché. Dans le segment scolaire, on commande le plus souvent les manuscrits, on produit en fonction d'exigences établies par les programmes du ministère de l'Éducation, on doit assumer d'énormes coûts de développement de même qu'un suivi auprès des enseignants, en plus de distribuer le plus souvent sa propre production. De son côté, le segment jeunesse répond à une demande caractérisée par un constant renouvellement de sa population-cible, ce qui étire en quelque sorte la durée de vie potentielle d'un titre, mais sa production comprend souvent une grande part d'illustrations. Quant à la littérature générale, elle est la plus soumise aux diktats du best-seller et de la rotation de plus en plus rapide des

17. Le classement fut opéré au meilleur de nos connaissances. Certains cas étaient faciles à régler, lorsque plus de 50 % des revenus d'un éditeur provenaient d'une catégorie précise, ce que l'on pouvait vérifier grâce aux déclarations de ventes de manuels scolaires dans les rapports d'agrément et aux compilations internes à la SODEC sur les ventes brutes par catégories éditoriales, données servant à l'établissement des montants d'aide financière versés aux éditeurs. Les cas plus difficiles furent résolus avec l'aide du responsable du programme d'aide à l'édition à la SODEC, Louis Dubé, et classés selon la dominante apparente de leur production.

titres, en même temps qu'il s'agit du segment où l'individualisation et la légitimité de l'auteur est maximale. Cet ensemble de caractéristiques se traduit, comme nous le verrons, par des portraits statistiques assez typés.

Sur cette base, nous avons recensé 27 éditeurs scolaires, 11 éditeurs jeunesse et 75 éditeurs de littérature générale. Le Tableau 5.8 décrit la répartition de la production entre chacun de ces segments.

Tableau 5.8 Production des maisons d'édition agréées au Québec en fonction de leur spécialisation éditoriale, 1998 (en unités)

	Ensemble des éditeurs agréés	Segment scolaire	Segment jeunesse	Segment littérature générale
Nombre d'entreprises	113	27	11	75
Nombre de titres édités				
Nouveautés	2 829	707	523	1 599
Réimpressions	3 292	1 626	1 019	648
Rééditions	120	35	0	85
Total	6 241	2 368	1 542	2 332
Tirage				
Nouveautés	8 230 683	1 991 162	2 794 960	3 444 561
Réimpressions	7 064 556	3 020 768	2 568 296	1 475 493
Rééditions	292 641	111 948	0	180 693
Total	15 587 880	5 123 878	5 363 256	5 100 747
Tirage moyen				
Nouveautés	2 909	2 816	5 344	2 154
Réimpressions	2 146	1 858	2 520	2 277
Rééditions	2 439	3 199	0	2 126
Total	2 498	2 164	3 478	2 187

Source : Rapports d'agrément ; compilation : SODEC.

Les éditeurs scolaires, quoique beaucoup moins nombreux, ont un niveau de production du même ordre que celui des éditeurs de littérature générale, avec 2 368 titres contre 2 332, suivis un peu plus loin derrière par les éditeurs jeunesse, avec 1 542 titres. En ce qui concerne le tirage total, toutefois, ce sont les éditeurs jeunesse qui dominent légèrement, avec 5,4 millions de livres, contre 5,1 millions pour les deux autres segments. Il est utile de noter que le segment scolaire et le segment jeunesse ont une gestion de la production qui repose sur un nombre de réimpressions deux fois plus grand que celui des nouveautés, alors que la situation est inverse pour la littérature

générale, où dominent les nouveautés dans un rapport de trois pour un. Ce qui relève largement de la durée de vie respective des titres des différents segments, plus longue dans les deux premiers cas, selon le cycle des programmes scolaires pour l'un, et le renouvellement constant de la clientèle pour l'autre.

Quant au tirage moyen, celui du segment jeunesse est une fois et demie supérieur à la moyenne, avec 3 478 exemplaires (statistique redevable surtout à l'ampleur des premiers tirages), alors que le tirage moyen tourne autour de 2 200 exemplaires pour les deux autres segments¹⁸. On remarquera également que, pour les éditeurs de littérature générale, le tirage moyen des réimpressions est du même ordre de grandeur que celui des nouveautés, ce qui pourrait surprendre à prime abord, mais tendrait à confirmer notre hypothèse d'un effort visant à mieux contrôler les stocks en se collant davantage sur la demande.

Les principaux postes de revenus, tel qu'on peut les repérer à partir des données fournies dans les rapports d'agrément, montrent également un portrait bien typé (Tableau 5.9). Le segment scolaire est le plus important, avec 64,6 millions de dollars de ventes de livres, contre 60,3 millions pour le segment de la littérature générale et 19,2 millions pour le segment jeunesse. Ce dernier, toutefois, est celui pour lequel les ventes de livres représentent la plus grande part des revenus totaux, avec 87,4 %, alors que pour la littérature générale, elles n'en représentent que 74 %.

La part des ventes à l'étranger est du même ordre de grandeur dans les trois segments, représentant entre 10 % et 14 % des revenus totaux. Quant à l'aide gouvernementale, si elle représente de 9 % à 10 % du total des revenus pour les segments jeunesse et littérature générale, elle n'en représente que moins de 6 % pour le segment scolaire. Cette différence s'explique par le fait que l'aide de la SODEC exclut d'emblée les livres scolaires.

Enfin, les versements de droits d'auteur prennent beaucoup plus d'importance dans le segment de la littérature générale, où ils représentent 13,6 %

18. La faiblesse du tirage moyen des éditeurs scolaires par rapport aux données de la BNQ sur les manuels scolaires peut s'expliquer, d'une part, par l'inclusion, ici, des éditeurs universitaires, champions des faibles tirages, et d'autre part par le fait que nous recensons l'ensemble de la production de ces éditeurs, qu'il s'agisse de manuels scolaires ou non. Signalons également que trois des principaux éditeurs scolaires au Québec ne sont pas agréés et que nous ne disposons d'aucune information détaillée à leur sujet. Leur inclusion pourrait modifier sensiblement la valeur des données présentées ici.

Tableau 5.9 Revenus des maisons d'édition agréées au Québec en fonction de leur spécialisation éditoriale, 1998

	Ensemble des éditeurs agréés	Segment scolaire	Segment jeunesse	Segment littérature générale
En milliers de dollars				
Ventes totales	169 479,6	76 177,5	20 013,2	73 288,9
Ventes de livres	144 070,7	64 589,2	19 214,4	60 267,1
Au Québec	119 935,0	53 521,6	17 006,2	49 407,2
À l'étranger	24 135,7	11 067,7	2 208,2	10 859,9
Autres ventes	25 408,9	11 588,3	798,8	13 021,8
Subventions	14 728,6	4 587,3	1 976,7	8 164,7
Québec	2 576,6	210,4	580,4	1 785,9
Canada	12 152,0	4 376,9	1 396,3	6 378,8
Revenu total	184 208,2	80 764,8	21 989,9	81 453,6
Versement droits d'auteurs	15 448,5	5 779,4	1 485,4	8 183,6
En % du revenu total				
Ventes totales	92,0%	94,3%	91,0%	90,0%
Ventes de livres	78,2%	80,0%	87,4%	74,0%
Au Québec	65,1%	66,3%	77,3%	60,7%
À l'étranger	13,1%	13,7%	10,0%	13,3%
Autres ventes	13,8%	14,3%	3,6%	16,0%
Subventions	8,0%	5,7%	9,0%	10,0%
Québec	1,4%	0,3%	2,6%	2,2%
Canada	6,6%	5,4%	6,3%	7,8%
Revenu total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Versement droits d'auteurs	8,4%	7,2%	6,8%	10,0%
En % des ventes de livres	10,7%	8,9%	7,7%	13,6%

Source : Rapports d'agrément ; compilation : SODEC.

des ventes de livres, contre 8,9 % pour le segment scolaire et 7,7 % pour le segment jeunesse. Ces écarts structurels sont bien connus et on retrouve les mêmes dans la plupart des pays. On pourrait aussi y voir, selon Rouet (2000), l'application partielle d'un principe de compensation taux/tirage pour les catégories qui sont à plus fort tirage.

Autre élément qui distingue assez clairement les spécialités : la taille moyenne respective des entreprises de chacun des segments. En 1998-1999, l'éditeur scolaire moyen, de loin le plus imposant, lançait 26 nouveautés et 1 réédition, en plus de 60 réimpressions. Il générait 3,0 millions de dollars de

revenus, dont 2,4 millions provenaient de la vente de livres. L'éditeur jeunesse moyen, lui, lançait 48 nouveautés et réimprimait 93 titres, pour un revenu total moyen de 2,0 millions de dollars, dont 1,7 million en ventes de livres. Quant à l'édition de littérature générale, segment où l'on retrouve de nombreuses petites entreprises, elle montrait des chiffres beaucoup plus modestes : 21 nouveautés, 9 réimpressions et 1 réédition, en moyenne, lesquelles généraient 1,1 million de dollars de revenus, dont 0,8 million en ventes de livres.

Ces données permettent également de porter un jugement sur le niveau de concentration des éditeurs agréés, même si les données à cet égard sont incomplètes, puisqu'elles ne concernent qu'une portion de l'ensemble des éditeurs au Québec (voir le Tableau 5.10). En tenant compte des participations et des propriétés multiples, il est possible de conclure que les trois principaux éditeurs représentaient 25% des ventes de livres de l'ensemble des éditeurs agréés et les dix principaux 54 %, ce qui n'est pas excessivement élevé. La concurrence demeure donc relativement aiguë chez les éditeurs. En fait, le niveau de concentration se rapproche de la situation américaine (respectivement 24 % et 61 % en 1993), mais apparaît moins forte qu'en France (47 % et 65 % en 1998).

Tableau 5.10 Niveaux de concentration dans le segment de l'édition : Québec, États-Unis, France (part dans les ventes totales de livres)

	3 principaux éditeurs	10 principaux éditeurs
Québec ¹ (1998)	25 %	54 %
États-Unis (1993)	24 %	61 %
France (1998)	47 %	65 %

1. Éditeurs agréés seulement.

Source : Sodac ; Fortin (1998) pour les États-Unis et *Livre Hebdo*, n° 353, 15 octobre 1999 pour la France.

la dynamique du recouvrement des investissements :
la difficile atteinte du point mort

Pour l'édition de littérature générale et jeunesse, il est possible d'évaluer, à l'aide du modèle de flux de trésorerie, les principaux coûts et revenus unitaires liés à la production des nouveautés. On trouvera, au Tableau 5.11, la présentation de ces données, par titre, par unités imprimées et par unités

vendues. Ce qui représente, dans ce dernier cas, le coût réel et final des opérations, en tenant compte des invendus. Ces indicateurs sont fort utiles en ce qu'ils permettent d'évaluer l'investissement initial moyen qu'un éditeur doit assumer pour lancer un titre, et le nombre d'exemplaires qu'il doit vendre pour récupérer cet investissement.

Ainsi, en moyenne, pour lancer un livre de littérature générale, un éditeur devra avancer 12 360 \$, ce qui comprend 280 \$ en à-valoir versés aux auteurs, 2 530 \$ en coûts de production (ensemble des frais de préparation à l'impression) et 9 550 \$ en frais d'impression du premier tirage de 2 909 exemplaires. À 7,43 \$ de recettes nettes par exemplaire vendu, soit 9,40 \$ de recettes brutes moins 1,97 \$ de droits d'auteurs, il lui faudra donc vendre 1 664 exemplaires pour couvrir la somme avancée. Cependant, il lui faudra vendre 383 exemplaires de plus pour couvrir ses frais de promotion et de financement (2 847 \$ par titre) et environ 750 autres exemplaires pour couvrir ses frais d'administration¹⁹. Ce qui fait un grand total de 2 797 exemplaires à

Tableau 5.11 Coûts et revenus unitaires, éditeurs agréés (hors scolaire)

	Par titre	Par copie imprimée	Par copie vendue
Coûts unitaires			
À-valoir	280 \$	0,07 \$	0,11 \$
Coûts de production	2 530 \$	0,66 \$	1,03 \$
Coûts d'impression	11 435 \$	2,97 \$	4,64 \$
premier tirage	9 550 \$	3,28 \$	—
réimpressions	4 668 \$	1,92 \$	—
Droits d'auteurs ¹	4 801 \$	1,26 \$	1,97 \$
Promotion	2 681 \$	0,70 \$	1,09 \$
Financement	166 \$	0,04 \$	0,07 \$
Revenus unitaires			
Revenu total	22 916 \$	—	9,40 \$
Distributeurs	21 743 \$	—	9,63 \$
Ventes directes	1 173 \$	—	6,42 \$

1. Les versements de droits d'auteurs ont été ajustés pour tenir compte des paiements ultérieurs à la période de recensement des flux du modèle.

Source : Modèle des flux de trésorerie dans l'industrie du livre, SODEC.

19. Sur la base d'environ 5 580 \$ de frais d'administration par titre édité, comme on peut l'évaluer à partir des données des Tableaux 5.8 et 5.12.

vendre (soit 96 % du premier tirage) avant de dégager un premier sou de profit, alors que les ventes moyennes sont de 2 437 exemplaires.

Bien sûr, l'aide publique accordée aux éditeurs a pour effet d'abaisser ce point mort. À 3 802 \$ d'aide publique par titre édité en moyenne, le point mort s'abaisse de 512 exemplaires, à 2 285, soit tout juste sous le nombre d'exemplaires vendus. De là à conclure que l'aide gouvernementale est essentielle au maintien de la rentabilité du secteur, il n'y a qu'un pas à franchir. Ajoutons que dans le cas de figure où serait obtenu un crédit d'impôt représentant 20 % du coût de préparation et 10 % des frais d'impression du premier tirage (soit au total 1 517 \$), le point mort s'abaisserait encore de 204 exemplaires, ce qui nous amènerait à 2 081 exemplaires.

Bien sûr, dans le cas du crédit d'impôt, en particulier, rien ne garantit que l'aide obtenue soit utilisée totalement à l'abaissement du point mort, opération qui revient, pour l'éditeur, à réduire son risque. Selon la situation financière de l'entreprise, ses objectifs culturels et économiques, sa spécialisation et sa structure de coûts, d'autres paramètres pourraient aussi être ajustés. Par exemple, un éditeur pourrait utiliser son crédit d'impôt pour abaisser le prix de vente, en espérant atteindre plus facilement le point mort initial. Il pourrait également hausser ses coûts de production, soit par un travail d'édition plus imposant, soit par la production de livres de plus grande envergure, soit par une plus grande quantité de livres imprimés lors du premier tirage (ceux-ci étant admissibles au crédit d'impôt, au contraire des réimpressions), ou tout simplement par la production d'un plus grand nombre de titres. L'implantation du crédit d'impôt est trop récente pour qu'il soit possible de repérer les pratiques ou stratégies prédominantes. Elles varient forcément d'un éditeur à l'autre et un même éditeur peut utiliser une stratégie mixte, par exemple abaisser le prix du livre d'un premier auteur et hausser le premier tirage du livre d'un auteur reconnu.

Il est toutefois important de mentionner que si certains des comportements des éditeurs face à ce crédit d'impôt s'avéraient grandement bénéfiques pour le dynamisme de l'ensemble du marché (baisse des prix et production de types de livres jusqu'alors non envisagés parce que trop chers à produire, notamment), d'autres seraient plus problématiques. Par exemple, une hausse du tirage initial irait à l'encontre de la tendance actuelle des éditeurs à gérer leurs stocks au plus serré, tandis qu'une hausse du nombre de titres produits ne ferait qu'aggraver le problème de la baisse des ventes moyennes par titre. À cet égard, l'analyse des premières années d'opération du crédit d'impôt sera fort utile.

analyse financière des entreprises

La compilation et l'examen des états financiers de même que la construction de quelques ratios permettent de raffiner le portrait de la situation financière des éditeurs agréés au Québec.

Nous ne reviendrons pas sur les postes de revenus, dont nous avons abondamment discuté dans les pages précédentes, et qui présentent ici un portrait presque identique, en dépit de légères différences s'expliquant par des imputations parfois différentes dans les états financiers. En revanche, il est intéressant d'examiner le détail des dépenses (voir le Tableau 5.12). Un poste central est celui du coût des marchandises vendues, qui représente les dépenses de production et d'impression, les versements de droits d'auteurs et la variation des stocks. Pour l'ensemble des éditeurs, ce coût s'établit, en

Tableau 5.12 État des revenus et des dépenses, maisons d'édition agréées, 1998
(en milliers de dollars et en % des revenus totaux)

	Ensemble des éditeurs agréés	Segment scolaire	Segment jeunesse	Segment littérature générale
Nombre d'entreprises	113	27	11	75
Revenus totaux (en '000 \$)	184 208,2	80 764,8	21 989,9	81 453,6
Revenus totaux	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Ventes de livres	82,5%	83,7%	90,4%	79,0%
Subventions	7,8%	5,7%	8,5%	9,6%
Autres revenus	9,8%	10,5%	1,0%	11,4%
Dépenses totales	95,1%	92,2%	99,4%	96,9%
Coût marchandises vendues	52,5%	50,6%	60,8%	52,1%
Stocks, début	22,5%	26,8%	16,9%	17,7%
Production, impression	43,1%	43,5%	47,7%	40,7%
Droits d'auteurs	10,4%	8,8%	12,8%	11,9%
Stocks, fin	23,5%	28,5%	16,5%	18,1%
Frais de mise en marché	18,9%	16,2%	18,6%	21,7%
Publicité	2,9%	3,8%	1,6%	2,5%
Frais d'administration	22,4%	24,3%	18,5%	21,6%
Frais financiers	1,2%	1,0%	1,5%	1,3%
Marge bénéficiaire nette	4,9%	7,9%	0,6%	3,1%
Entreprises affichant un profit	84	24	7	53
Entreprises affichant une perte	29	3	4	22

Source : Rapports annuels des entreprises, compilation SODEC.

moyenne, à 52,5% de la valeur des revenus totaux, dont 43,1% pour les coûts de production et d'impression et 10,4% pour les versements de droits d'auteur. Les frais de mise en marché représentent 18,9% des revenus, dont 2,9% pour la publicité.

Cette dernière valeur accordée à la publicité peut paraître assez faible, mais elle ne s'écarte pas beaucoup de ce qu'on retrouve en France, où les dépenses de publicité absorberaient entre 3% et 5% des revenus des éditeurs, selon Rouet (2000). Enfin, les frais d'administration représentent 22,4% des revenus et les frais financiers, 1,2%. Le taux de profit, mesuré par le rapport entre le bénéfice net avant impôt et les revenus totaux, est de 4,9% pour l'ensemble des éditeurs. À ce moment-là, 84 entreprises déclaraient des profits (74,3% du total) et 29 des pertes (25,7% du total).

En ce qui concerne les spécialisations éditoriales, les éditeurs scolaires se démarquent surtout par des frais de mise en marché plus faibles en termes relatifs, représentant 16,2% de leurs revenus, mais de façon surprenante, des frais de publicité plus élevés, à 3,8% du total. Leurs frais d'administration sont aussi plus lourds (24,3% des revenus), de même que le taux de profit, à 7,9%. De plus, 89% des entreprises (24 sur 27) du segment affichent des profits. Pour ce qui est de l'édition jeunesse, elle se caractérise surtout par un coût des marchandises vendues plus élevé (60,8% des revenus) surtout à cause de l'importance du poste production et impression (47,7%), des frais de publicité (1,6%) et des frais d'administration (18,5%) plus faibles que la moyenne. Le taux de profit était très faible, à 0,9% en moyenne, seulement 64% des entreprises (7 sur 11) déclarant des profits. Quant au segment de la littérature générale, il se caractérise surtout par une plus faible part des coûts de production et d'impression (40,7% des revenus) et des frais de mise en marché proportionnellement plus élevés (21,7%) que la moyenne. Le taux de profit du segment était également sous la moyenne, à 3,1%, mais près de 71% des entreprises déclaraient des profits (53 sur 75).

L'examen du bilan (Tableau 5.13) est également instructif. On notera d'abord que, pour l'ensemble des éditeurs, et ce tant du côté de l'actif que du passif, c'est nettement le court terme qui prédomine : 75,9% de l'actif est à court terme, contre 49,5% pour le passif. Cela souligne évidemment le fait que l'édition n'est pas une activité très lourde en immobilisations, mais résulte aussi de la petite taille des entreprises. Les stocks constituent, à 33,8%, le principal poste de l'actif, suivi des comptes clients (17,9%). La part des immobilisations est assez faible, à 9,6% du total. Du côté du passif, les

Tableau 5.13 Bilan financier des maisons d'édition agréées, 1998
(en milliers de dollars et en % de l'actif total)

	Ensemble des éditeurs agréés	Segment scolaire	Segment jeunesse	Segment littérature générale
Nombre d'entreprises	113	27	11	75
Actif total	136 423,3	57 678,2	14 068,5	64 676,6
Actif à court terme	75,9%	80,1%	86,4%	69,9%
encaisse	9,6%	9,1%	8,1%	10,4%
comptes clients	17,9%	16,8%	27,5%	16,9%
stocks	33,8%	38,3%	43,5%	27,7%
autres	14,5%	15,9%	7,3%	14,9%
frais payés d'avance	1,8%	2,5%	1,9%	1,0%
Actif à long terme	24,1%	19,9%	13,6%	30,1%
immobilisations	9,6%	9,4%	9,9%	9,6%
autres	14,6%	10,5%	3,7%	20,5%
Passif à court terme	49,5%	45,3%	73,5%	48,0%
emprunts bancaires	12,6%	5,5%	21,0%	17,1%
comptes fournisseurs	26,7%	29,4%	43,8%	20,6%
avances	1,5%	2,5%	0,6%	0,8%
subventions	0,3%	0,0%	0,8%	0,4%
portion dette long terme	1,8%	1,2%	1,7%	2,3%
autres	6,6%	6,6%	5,8%	6,7%
Passif à long terme	12,4%	12,5%	11,9%	12,3%
dette à long terme	8,1%	6,4%	9,6%	9,2%
autres	4,3%	6,1%	2,3%	3,1%
Passif total	61,8%	57,8%	85,5%	60,3%
Avoir des actionnaires	38,2%	42,2%	14,5%	39,7%
capital-actions	10,0%	13,2%	8,9%	7,4%
bénéfices non répartis	26,6%	29,0%	5,7%	29,0%

Source: Rapports annuels des entreprises, compilation SODEC.

comptes fournisseurs (26,7 %) constituent le poste le plus important ; la dette de long terme, à 8,1 %, est relativement peu élevée, tandis que l'avoir des actionnaires, à 38,2 %, représente une part substantielle de l'ensemble.

Comparativement à la moyenne de l'ensemble des éditeurs, les éditeurs scolaires se caractérisent par une part un peu plus grande des stocks et un peu plus faible des actifs de long terme ; une part un peu plus faible des emprunts bancaires et un peu plus élevée de l'avoir des actionnaires. Cependant, les valeurs s'écartent peu de la moyenne dans l'ensemble. Le segment jeunesse, en revanche, montre des écarts plus marqués, la part des actifs à court terme,

en particulier, étant sensiblement plus élevée que la moyenne, surtout pour les comptes clients et les stocks. Il en va de même, du côté du passif, pour les emprunts bancaires, les comptes fournisseurs et la dette à long terme ; la part de l'avoir des actionnaires, par contre, est très faible. Quant au segment de la littérature générale, il montre des stocks plus bas et un actif de long terme plus élevé que la moyenne ; du côté du passif, les emprunts bancaires sont plus élevés et les comptes fournisseurs le sont moins. Les autres valeurs s'écartent peu de la moyenne.

Pour évaluer plus précisément la solidité financière des entreprises, nous avons calculé un ensemble de ratios de liquidité, de gestion, d'endettement, et d'exploitation et de rentabilité²⁰. Le Tableau 5.14 présente la valeur de ces ratios pour les éditeurs agréés au Québec, dans les trois spécialisations, et aussi, afin de mieux les mettre en perspective, pour un ensemble de « petits » éditeurs américains, tels que mesurés par la firme Robert Morris and Associates (1999)²¹. Cette possibilité de comparer ces ratios avec ceux d'entreprises similaires, sans pour autant en faire des normes à atteindre, compte d'autant plus qu'en général, la valeur de ce type de ratios dépend largement des segments industriels et de la taille des entreprises.

Les ratios du Tableau 5.14 indiquent d'abord que la liquidité, c'est-à-dire la capacité qu'a une entreprise d'honorer ses engagements à court terme, est assez bonne. Le ratio du fonds de roulement et celui de l'indice de liquidité de l'ensemble des éditeurs, respectivement à 1,9 et 1,0, se situent exactement aux niveaux traditionnellement considérés comme souhaitables. Ils sont même légèrement supérieurs à la valeur des mêmes ratios pour leurs équivalents américains. Le segment scolaire montre marginalement de meilleurs ratios, et le segment jeunesse des ratios un peu plus faibles.

Les comptes à recevoir « tournent » en moyenne 7,1 fois par année, ce qui leur donne un âge moyen de 49 jours, une valeur meilleure que celle des éditeurs américains, qui est à 62 jours. Cet âge moyen est particulièrement

20. On trouvera, en annexe 3, une présentation des termes et ratios financiers utilisés.

21. Compilation reposant sur des données fournies par des institutions bancaires. Elles n'ont évidemment pas valeur d'absolu et souffrent peut-être d'un certain nombre de biais statistiques, mais cet échantillon, de par sa taille substantielle (125 éditeurs), est sans doute assez représentatif de l'ensemble des petits éditeurs américains. À 25,9 millions de dollars US de revenus, en moyenne, il s'agit bien sûr d'entreprises de plus grande taille que les entreprises québécoises ; face aux géants de l'édition américaine, toutefois, il s'agit de très petites entreprises qui se retrouvent probablement face à des contraintes de marché assez similaires à celles des éditeurs québécois, et même sans doute plus sévères.

Tableau 5.14 Principaux ratios financiers des maisons d'édition agréées, 1998 (médianes)

	Ensemble des éditeurs agréés	Segment scolaire	Segment jeunesse	Segment littérature générale	Petits éditeurs américains
Nombre d'entreprises	113	27	11	75	125
Ratios de liquidité					
Fonds de roulement	1,9	2,1	1,7	1,8	1,6
Indice de liquidité	1,0	1,0	0,9	1,0	0,9
Ratios de gestion					
Rotation comptes à recevoir	7,1	10,3	6,0	6,5	5,9
Liquidité comptes à recevoir (en jours)	49	36	57	54	62
Rotation des stocks	1,9	1,4	1,9	2,0	2,6
Liquidité des stocks (en jours)	197	257	196	183	140
Rotation comptes à payer	3,1	2,6	4,5	3,2	6,8
Liquidité comptes à payer (en jours)	115	139	82	111	54
Ventes sur fonds roulement	2,9	3,1	3,5	2,6	6,1
Couverture des stocks	0,7	0,8	0,8	0,7	n.d.
Rotation des immobilisations	30,7	21,7	43,9	31,6	24,7
Rotation de l'actif	1,4	1,3	1,5	1,4	1,6
Ratios d'endettement					
Immobilisations sur avoir	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3
Passif à l'avoir	1,1	1,0	3,3	0,9	1,7
Passif à court terme à l'avoir	0,8	0,7	2,0	0,7	1,1
Ratios d'exploitation et de rentabilité (valeurs moyennes)					
Marge d'exploitation brute	47,5%	49,4%	39,2%	47,9%	51,5%
Marge bénéficiaire nette	4,9%	7,9%	0,6%	3,1%	1,4%
Taux de rendement de l'actif	6,6%	11,0%	1,0%	3,9%	1,9%
Taux de rendement de l'avoir	17,3%	26,1%	6,6%	9,8%	4,9%

Source : Rapports annuels des entreprises, compilation SODEC et Robert Morris Associates pour les éditeurs américains.

bon chez les éditeurs scolaires, à 36 jours. Cette valeur se dégage surtout en comparaison de l'âge moyen des comptes à payer qui est de 115 jours, soit plus de deux fois le ratio des petits éditeurs américains. Il est sensiblement plus élevé chez les éditeurs scolaires, et sensiblement plus bas pour les éditeurs jeunesse. La valeur de ces ratios pourrait montrer que les éditeurs québécois ont des relations commerciales nettement plus à leur avantage que leur pendants américains, en amont comme en aval, c'est-à-dire avec les imprimeurs et relieurs d'un côté et avec les diffuseurs/distributeurs de l'autre.

En revanche, les stocks tournent beaucoup moins vite au Québec, leur âge moyen étant de 197 jours, contre 140 pour les Américains. Cet âge est nettement plus élevé pour les éditeurs scolaires, à 257 jours, ce qui peut facilement s'expliquer par les caractéristiques de leur marché. Comme nous l'avions pressenti, la gestion des stocks est bel et bien un élément critique pour les éditeurs. Les systèmes de commercialisation au Québec et aux États-Unis sont toutefois fort différents, reposant surtout sur l'office pour le premier, et sur les prénotés pour le second, ce qui rend difficiles les comparaisons en la matière. À 2,9, le ratio des ventes sur le fonds de roulement qui mesure l'efficacité avec laquelle ce fonds est utilisé est plus de deux fois inférieur à l'équivalent américain. On pourrait conclure à une utilisation sous-optimale du fonds de roulement, du moins de façon relative, car là encore, la différence des systèmes de commercialisation pourrait affecter la valeur des ratios. Par contre, les immobilisations sont utilisées de façon plus optimale par les éditeurs québécois, le ratio de rotation des immobilisations étant plus élevé, tout particulièrement chez les éditeurs jeunesse.

Du côté des ratios d'endettement, à la notable exception des éditeurs jeunesse dont l'endettement est nettement plus élevé, à court comme à long terme, les indicateurs montrent une situation relativement saine pour l'ensemble des éditeurs, le risque financier demeurant selon toute apparence relativement limité, même en le comparant aux valeurs américaines.

Enfin, en dépit d'une marge d'exploitation brute (revenus moins coût des marchandises vendues) plus faible que celle des petits éditeurs américains (47,5% contre 51,5%), les éditeurs québécois montrent — encore une fois à l'exception des éditeurs jeunesse — des taux de profits nettement supérieurs, qu'ils soient mesurés par rapport aux ventes, à l'actif ou à l'avoir. Les éditeurs québécois doivent composer avec des coûts unitaires moyens plus élevés que leurs confrères américains, ce qui résulte directement de l'amortissement des coûts de production sur des tirages plus faibles, conséquence d'un marché nettement plus exigü. En revanche, ils semblent plus efficaces que leurs voisins du Sud dans la mise en marché et le contrôle de leurs frais d'administration.

Les éditeurs québécois affichent donc une situation financière relativement solide, qu'il s'agisse de leur liquidité, de leur gestion (à l'exception de la gestion des stocks et du fonds de roulement), de leur endettement et de leur rentabilité. Seuls les éditeurs jeunesse occupent une position un peu plus précaire.

Quelques bémols, toutefois, à ce tableau : la marge bénéficiaire des éditeurs québécois est peut-être supérieure à celle des petits éditeurs américains, mais les subventions jouent un rôle essentiel dans le maintien de cette marge. À 4,9 %, elle demeure peu élevée pour ce type d'activité qui nécessite continuellement des avances de fonds afin de lancer la production, sommes qu'elles ne commencent à récupérer que 9 ou 10 mois après le lancement d'un livre, comme nous l'avons vu au chapitre 4. De plus, le faible résultat des éditeurs américains en 1998 semble atypique par rapport à la tendance des dernières années²². Enfin, ce que ne dit pas non plus ce portrait financier en apparence satisfaisant, c'est la tendance. Et celle-ci est plutôt inquiétante. Selon les données historiques de Statistique Canada, cette marge a été coupée de moitié par rapport à ce qu'elle était à la fin des années 1980, comme nous le verrons à la section suivante. Nous retrouvons là, nous semble-t-il, les pleins effets des tendances lourdes évoquées précédemment, soit la hausse du nombre de titres lancés et la baisse des ventes moyennes par titre.

Il est évidemment tentant, surtout lorsqu'on dispose d'un ensemble statistique de cette taille, de tenter de dépasser le stade purement descriptif et d'avancer des éléments explicatifs un peu plus précis de la rentabilité des entreprises. À savoir : peut-on repérer des éléments structurels ou financiers qui distinguent les entreprises profitables de celles qui ne le sont pas ? On peut reformuler cette question en s'interrogeant sur les principaux facteurs en corrélation avec la rentabilité des éditeurs. Bien sûr, une corrélation indique seulement que deux variables évoluent de façon similaire, ce qui n'implique pas nécessairement une relation de causalité. Toutefois, il est évident qu'une forte corrélation constitue un indice pouvant s'avérer éclairant.

Nous avons donc évalué les coefficients de corrélation de la marge bénéficiaire avec un ensemble de variables qui nous apparaissaient potentiellement déterminantes (taille de l'entreprise, part des ventes de livres, des subventions, des exportations et des stocks dans le chiffre d'affaires), de même qu'avec les principaux ratios financiers. Comme on peut le voir au Tableau 5.15, les résultats sont malheureusement peu concluants. Seulement deux variables montrent une corrélation significative avec le taux de profit, soit la part des subventions et celle des stocks dans le chiffre d'affaires. Ce qui renforce nos conclusions précédentes sur l'importance de ces deux facteurs, mais nous éclaire

22. La marge bénéficiaire évolue entre 4,2 % et 5,3 % entre 1994 et 1997, avant de chuter à 1,4 % en 1998, selon les données de Robert Morris Associates (1999).

Tableau 5.15 Déterminants du taux de profit des éditeurs agréés: corrélation entre la marge bénéficiaire nette et quelques autres variables

Variable en corrélation avec la marge bénéficiaire	Nombre d'observations	Coefficient de corrélation	Statistique de Student
Revenu total	113	0,10	1,01
Ventes de livres/chiffre d'affaires	113	-0,13	1,43
Subventions/chiffre d'affaires	113	0,36	4,11*
Exportations/chiffre d'affaires	113	0,05	0,57
Stocks/chiffre d'affaires	108	-0,46	5,33*
Indice de liquidité	111	0,07	0,72
Rotation des comptes à recevoir	107	0,04	0,36
Rotation des stocks	107	0,05	0,48
Rotation des comptes à payer	109	-0,03	-0,34
Couverture des stocks	107	-0,02	-0,25
Passif à avoir	110	0,01	0,12
Passif de court terme à avoir	110	0,02	0,21

* Significatif à un niveau de confiance de 99 %.

Source : SODEC.

fort peu sur ce qui distingue vraiment l'éditeur efficace de celui qui ne l'est pas.

Que faut-il en conclure? Ce qu'aurait sans doute déjà conclu un éditeur: que l'efficacité et la rentabilité dépendent, dans une très large mesure, d'éléments foncièrement qualitatifs et difficilement mesurables. En somme, s'il demeure évident qu'une bonne gestion, l'obtention de subventions et le contrôle serré des stocks constituent autant d'éléments essentiels à la rentabilité d'un éditeur, il est tout aussi essentiel pour ce dernier d'être capable de faire les bons choix en ce qui concerne les manuscrits à publier et la façon de les commercialiser, tout comme d'en évaluer les risques. Le « flair », le dynamisme, la personnalité de l'éditeur et sa notoriété, voire son image de marque, sont fort probablement des facteurs aussi déterminants pour expliquer les résultats de chaque entreprise que les froids ratios évaluant la qualité de la gestion financière.

5.3 L'ensemble des éditeurs au Québec

Dans cette courte section, nous tenterons moins d'analyser en profondeur l'évolution et les caractéristiques de l'ensemble des éditeurs et diffuseurs exclusifs du Québec que de compléter les données déjà compilées pour les

éditeurs agréés, tout en essayant de situer plus précisément la place occupée par ceux-ci dans le paysage éditorial québécois.

évolution de la production

Comme on pourra le constater à la lecture du Tableau 5.16, les tendances historiques évoquées dans les sections précédentes se confirment largement, puisque depuis 1987-1988, on repère une hausse continue du nombre d'éditeurs recensés par Statistique Canada²³, du nombre de nouveautés et du nombre de réimpressions. Statistique Canada compile toutefois une donnée

Tableau 5.16 Production des éditeurs et diffuseurs exclusifs du Québec, 1988-1998

	88-89	89-90	90-91	91-92*	92-93	93-94	94-95	96-97*	98-99*
Nombre d'entreprises									
Maisons d'édition	109	113	116	119	123	121	125	170	216
Diffuseurs exclusifs	20	20	19	18	14	13	14	16	18
Ouvrages édités¹									
Manuels scolaires	638	840	676	677	769	894	1 036	1 148	1 115
Livres jeunesse	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	648	787
Littérature générale	1 088	1 418	1 293	1 462	1 873	1 853	1 842	1 324	1 519
Autres	400	325	407	460	452	492	543	568	714
Ouvrages réimprimés¹									
Manuels scolaires	1 069	1 231	1 337	1 128	1 501	1 467	1 690	1 861	2 012
Livres jeunesse	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	479	630
Littérature générale	656	712	765	858	1 191	1 401	1 279	775	902
Autres	154	155	166	194	179	134	240	230	287
Ouvrages au catalogue¹									
Manuels scolaires	6 469	6 929	7 321	8 192	8 111	8 954	10 045	11 158	13 515
Livres jeunesse	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3 883	4 417
Littérature générale	10 339	11 066	10 588	12 138	12 719	15 973	16 787	15 470	17 349
Autres	3 007	2 826	3 029	3 183	3 370	3 761	4 297	5 177	6 601

1. Maisons d'édition seulement.

* Changements méthodologiques ou élargissement de la base d'enquête; on ne peut donc faire, de façon stricte, une analyse d'évolution de tendance à partir de ces données.

Source: Statistique Canada, cat. 87-210/87F0004XPB.

23. Le saut opéré en 1996-1997 dans le nombre d'éditeurs s'explique surtout par l'abandon, à partir de cette année-là, du critère d'un revenu minimum de 50 000 \$; quant au saut de 1998-1999, il s'explique par un élargissement de la base de recensement. On ne peut donc, à strictement parler, faire d'analyse de tendance à partir de ces données sans les ajuster. Toutefois, les distorsions sont minimales en fait de revenus, puisque les changements méthodologiques se sont traduits par l'inclusion de petites entreprises.

supplémentaire, fort intéressante, soit la quantité d'ouvrages en catalogue, c'est-à-dire les ouvrages disponibles sans réimpression. Celle-ci augmente également, passant de 17 153 en 1987-1988 à 41 882 en 1998-1999. Entre ces deux mêmes années, le catalogue moyen passe ainsi de 182 à 194 titres en dépit de la hausse du nombre d'éditeurs. Cela constitue une progression substantielle, considérant que l'élargissement de la base de recensement implique forcément l'inclusion de plus petites entreprises, dont le catalogue est bien sûr plus réduit que la moyenne.

On peut ainsi, en croisant ces données avec celles compilées pour les éditeurs agréés, au Tableau 5.6, estimer que les éditeurs agréés représentaient, en 1998-1999, environ 52,3% du nombre d'éditeurs, mais 78,3% de la production de livres au Québec (71,3% des nouveautés et rééditions, et 85,9% des réimpressions). Proportion plus que significative, par conséquent, mais qui indique tout de même qu'un grand nombre d'éditeurs québécois ne sont pas agréés, que ce soit par manque d'intérêt ou du fait d'une participation étrangère à leur capital²⁴.

évolution des revenus et dépenses des éditeurs au Québec

Statistique Canada compile les revenus totaux des éditeurs et des diffuseurs, et les partage entre ventes au Canada, ventes étrangères et autres revenus (voir le Tableau 5.17). Les ventes au Canada sont ensuite partagées entre ventes des éditeurs et ventes des diffuseurs exclusifs (entreprises qui assurent, de manière exclusive pour un territoire donné, la commercialisation d'ouvrages le plus souvent étrangers), ces ventes étant à leur tour subdivisées en ouvrages scolaires (incluant le collégial et l'universitaire), ouvrages jeunesse (depuis 1996-1997 seulement), ouvrages de littérature générale et « autres ouvrages » (livres de références, ouvrages professionnels et techniques, livres « savants », etc.). Pour cette dernière subdivision, il s'agit de la répartition des ventes par catégories de livres, et non pas des ventes des éditeurs spécialisés dans chacun de ces domaines, au contraire de ce que nous avons présenté à la section précédente.

En 1998-1999, les éditeurs et diffuseurs exclusifs du Québec avaient des revenus totaux de 512 millions de dollars, lesquels se répartissaient comme suit : 408 millions de ventes au Canada, 62 millions d'exportations et 42 millions d'autres revenus. Signalons que la hausse des exportations est marquée

24. Rappelons que l'obtention de l'agrément nécessite une propriété québécoise à 100 %.

de 1988 à 1993, celles-ci passant de 2,6 % des revenus totaux à 16,7 %, mais qu'elles sont en légère régression depuis, leur part ayant glissé à 12 % en 1998. Du côté des ventes au Canada, les ventes des éditeurs représentaient 239 millions de dollars en 1998, et les ventes des diffuseurs exclusifs, 169 millions, soit respectivement 59 % et 41 % des revenus totaux.

Tableau 5.17 Revenus et dépenses des éditeurs et diffuseurs exclusifs du Québec, 1988-1998
(en milliers de dollars)

	88-89	89-90	90-91	91-92*	92-93	93-94	94-95	96-97*	98-99*
Revenus totaux	289 631	330 082	354 428	361 511	393 766	457 084	487 630	467 248	511 936
Ventes au Canada	270 446	304 461	325 938	326 031	338 609	362 634	390 341	377 550	407 993
Propres ouvrages ¹	161 009	189 720	199 494	202 450	222 433	237 815	246 101	234 416	239 263
Manuels scolaires	73 957	76 796	82 021	83 035	92 512	92 534	97 467	96 858	110 773
Livres jeunesse	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	33 083	29 495
Littérature gén.	37 133	50 252	36 672	44 053	49 656	57 780	57 591	37 348	44 569
Autres	49 919	62 672	80 801	75 362	80 266	87 501	91 052	67 127	54 426
Diffusion exclusive	109 437	114 741	126 444	123 581	116 176	124 819	144 240	143 134	168 730
Manuels scolaires	7 044	6 561	7 814	6 445	5 399	4 370	5 990	5 745	4 531
Livres jeunesse	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	19 699	41 604
Littérature gén.	72 327	81 517	97 167	94 673	86 762	92 823	98 186	81 542	79 418
Autres	30 067	26 663	21 463	22 463	24 015	27 626	40 064	36 148	43 176
Export. et ventes étrangères	7 643	9 289	10 860	20 925	38 361	76 132	72 919	65 320	62 098
Autres revenus	11 542	16 332	17 630	14 555	16 796	18 318	24 370	24 378	41 845
Dépenses totales	262 469	301 796	320 785	334 079	372 303	421 935	442 394	444 672	495 716
Coût des ventes	n.d.	n.d.	n.d.	191 491	213 710	257 147	268 026	259 720	286 013
Frais d'exploitation	n.d.	n.d.	n.d.	142 588	158 593	164 788	174 368	184 952	209 703
Marge bénéf. avant impôt	27 162	28 286	33 643	27 432	21 463	35 150	45 236	22 576	16 219
En % des recettes	9,4%	8,6%	9,5%	7,6%	5,5%	7,7%	9,3%	4,8%	3,2%
Main-d'œuvre									
Employés plein temps	1 458	1 511	1 488	1 545	1 550	1 597	1 604	1 730	1 930
Employés temps partiel	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	244	319	284
Frais de personnel	47 186	48 614	52 891	57 394	66 304	72 608	70 507	74 213	86 720

1. Maisons d'édition seulement.

* Changements méthodologiques ou élargissement de la base d'enquête; on ne peut donc faire, de façon stricte, d'analyse d'évolution de tendance à par tir de ces données sans les ajuster.

Source: Statistique Canada, cat. 87-210/87F0004XPB.

Ce que nous indique la répartition des ventes par types d'ouvrages au sein de ces deux catégories, c'est que les éditeurs dominent largement les ventes d'ouvrages scolaires et légèrement les ventes de titres jeunesse et « autres », tandis que la diffusion exclusive domine les ventes de littérature

générale. Dans ce dernier cas, évidemment, cela reflète la prédominance des grands éditeurs littéraires français, qui sont présents au Québec à titre de diffuseurs exclusifs.

On remarquera également la tendance très nette à la baisse du taux de profit des éditeurs. La marge bénéficiaire, qui était autour de 9 % entre 1988 et 1990, chute à 4,8 % en 1996 et à 3,2 % en 1998.

Sans grande surprise, l'édition s'affiche comme un segment relativement intensif en main-d'œuvre. Statistique Canada repérait ainsi, en 1998-1999, 1 930 employés à temps plein et 284 employés à temps partiel pour l'ensemble des éditeurs et diffuseurs du Québec. Les frais de personnel s'élevaient à plus de 86 millions de dollars en 1998, soit 17,5 % des dépenses totales des entreprises.

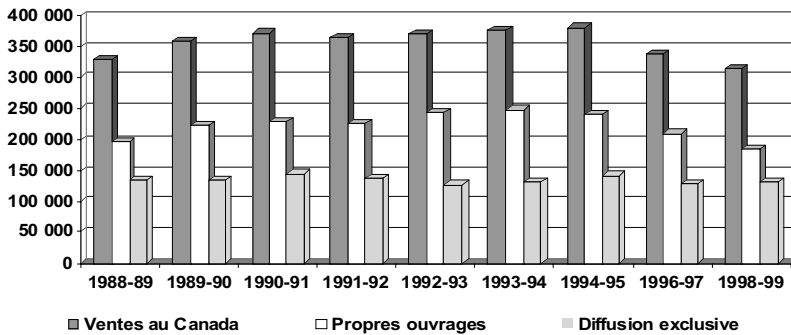
Enfin, l'évolution réelle des revenus, après ajustements des données pour tenir compte des changements méthodologiques, confirme la stagnation des ventes de livres. Comme on peut le voir à la Figure 5.3, les ventes canadiennes des éditeurs et diffuseurs exclusifs québécois, exprimées en dollars de 1992, stagnent clairement depuis 1990 et sont en baisse depuis 1996. En ce qui concerne les ventes, par les éditeurs, de leurs propres ouvrages, elles chutent même depuis 1994. Avec un nombre croissant de titres, cela se traduit évidemment par des ventes moyennes par titre en chute.

On peut éclairer la question de la baisse des ventes moyennes et des taux de profit par l'examen du coût des ventes. Statistique Canada compile en effet cet indicateur, mais depuis 1991 seulement (voir le Tableau 5.17). En proportion des revenus, le coût des ventes s'établissait à 53 % en 1991, pourcentage qui avait légèrement grimpé en 1998, atteignant 55,9 %, valeur légèrement supérieure à celle du coût des marchandises vendues pour les éditeurs agréés, établie à 52,5 % au Tableau 5.12.

Avec l'aide de cet indicateur et de nos estimations sur le prix de vente et les quantités vendues, il est possible d'évaluer le coût unitaire moyen, de 1991 à 1998, pour l'ensemble des éditeurs québécois. Comme on peut le voir au Tableau 5.18, ce coût unitaire est en hausse constante, étant passé de 6,37 \$ en 1991 à 8,89 \$ en 1998²⁵, ce qui correspond à une croissance annuelle moyenne de 4,9 %.

25. Le même calcul pour les éditeurs agréés (à partir du Tableau 5.12) nous permet d'estimer à 8,35 \$ le coût unitaire moyen en 1998, un ordre de grandeur comparable. Quant au modèle de flux de trésorerie, il permet d'estimer le coût unitaire (par unité vendue) à 7,75 \$ en 1998 (voir le Tableau 5.11). Considérant que les coûts unitaires dans le segment scolaire (non inclus dans notre analyse de flux de trésorerie) sont forcément plus élevés, les deux valeurs semblent également comparables.

Figure 5.3 Estimation de l'évolution des revenus réels de l'ensemble des éditeurs et diffuseurs exclusifs au Québec, 1988-1996 (en millions de dollars 1992¹)



1. Valeurs monétaires déflatées par l'indice des prix industriels, industrie de l'édition, Canada. Les revenus et les ventes de livres ont été ajustés pour tenir compte des changements méthodologiques dans les enquêtes de Statistique Canada.

Source : Tableau 5.17 et Statistique Canada (Cansim, matrices 9957 et 1878) pour les indices de prix.

Cette hausse du coût unitaire moyen est redevable au double effet de la hausse du nombre de titres et de la baisse des ventes moyennes par titre. Elle est également la principale cause de la hausse plus rapide de l'indice des prix industriels du livre (4,1 % par an entre 1991 et 1998) que des autres indices de prix (2,3% par an pour l'IPC livre et 1,4 % pour l'IPC de l'ensemble de l'économie). Enfin elle explique aussi, dans une large mesure, la baisse marquée de la marge bénéficiaire des éditeurs depuis le début des années 1990.

Pour terminer, il est utile de mettre en rapport les revenus des éditeurs agréés avec ceux de l'ensemble des éditeurs du Québec. À cet égard, on peut estimer que les ventes de livres au Québec par les éditeurs agréés, ajustées pour les mettre sur une base comparable avec les données de Statistique Canada, c'est-à-dire en retranchant leurs ventes étrangères et en ajoutant la marge des distributeurs lorsqu'elle n'était pas déjà incluse, étaient d'environ 142,3 millions de dollars en 1998-1999. Ce qui représente 59,5% des ventes totales des éditeurs au Québec, établies par Statistique Canada à 239,3 millions de dollars, ou 34,9 % de l'ensemble des ventes de livres (incluant celles des diffuseurs exclusifs, en majorité de propriété étrangère). Quant aux exportations des éditeurs agréés, à 24,1 millions de dollars, elles représentaient 38,8 % de l'ensemble des exportations des éditeurs québécois, qui sont de 62,1 millions.

Tableau 5.18 Estimation des coûts unitaires moyens, 1991-1998, ensemble des éditeurs québécois

	Ventes au Canada (‘000 \$)	Prix moyen ¹ (\$)	Quantité vendue ² (‘000)	Coût des ventes ³ (‘000 \$)	Coût unitaire ⁴ (\$)
1998	407 993	15,91	25 644	228 068	8,89
1996	377 550	14,80	25 505	209 918	8,23
1994	390 341	13,71	28 461	214 688	7,54
1993	362 634	12,90	28 103	203 800	7,25
1992	338 609	12,25	27 653	183 865	6,65
1991	326 031	12,02	27 133	172 796	6,37

1. Prix de vente du distributeur, établi à partir de notre estimation du prix de détail de 23,06 \$ en 1998 (chapitre 3), et en appliquant à ce prix l'indice de prix industriel du livre pour déterminer le prix des autres années.

2. Ventes au Canada, divisées par le prix moyen.

3. Ventes au Canada, multipliées par le coût des ventes (en %) de chaque année.

4. Coût des ventes, divisé par la quantité vendue.

Source : Tableau 5.17, et Statistique Canada (Cansim, matrice 1873), pour l'indice de prix.

La part des éditeurs agréés dans l'ensemble des revenus des éditeurs, à 59,5%, est donc inférieure à leur part dans la production, que nous avons estimée à 78,3%, et elle est encore plus faible en ce qui concerne les exportations. Cela s'explique principalement par le fait que quelques gros éditeurs, exportant une grande partie de leur production, ne sont pas agréés. Ainsi, en fonction de données internes à la SODEC et de communications privées, nous avons pu retracer huit éditeurs majeurs, dont cinq éditeurs scolaires et trois de littérature générale, qui n'étaient pas agréés et dont les revenus totaux sur le marché intérieur étaient d'environ 80 millions de dollars, à quoi s'ajoutaient probablement de 30 à 40 millions de dollars de ventes à l'étranger. Si on ajoute ces données à celles des éditeurs agréés, on peut alors expliquer plus de 90 % des ventes et la quasi totalité des exportations recensées par Statistique Canada pour l'ensemble des éditeurs au Québec. Si les éditeurs agréés représentent donc bien une part significative de l'édition au Québec, il n'en demeure pas moins que quelques entreprises, non agréées et ne possédant pas nécessairement une grande visibilité, génèrent des ventes et des exportations considérables.

Quant à la part de marché des éditeurs québécois sur le marché intérieur du Québec, elle est difficile à établir précisément. Si, d'emblée, on exclut des ventes totales celles des diffuseurs exclusifs (puisque'il ne s'agit précisément pas

d'éditeurs), et qu'on retranche, des ventes des éditeurs, les ventes redevables à des entreprises de propriété étrangère (totale ou partielle) pour lesquelles nous disposons d'informations ou d'évaluations, on peut estimer cette part de marché à environ 43 %, dont 60 % dans le segment scolaire et 35 % dans le segment de la littérature générale et jeunesse. Une telle part de marché pourra paraître faible, par exemple en regard de la position des éditeurs français sur leur propre marché, qui est d'environ 90 %. Toutefois, elle est plutôt remarquable lorsqu'on considère qu'elle était évaluée à environ 20 % au début des années 1980 et qu'elle est nettement supérieure à ce que l'on retrouve dans d'autres secteurs culturels au Québec, notamment dans la production de disque, où cette part était de 23 % en 1997 (Ménard, 1998) et dans la production cinématographique, avec une part de 6,5 % en 1999 (ISQ, 2000).

Conclusion

Le Québec produit beaucoup de livres, qu'on évalue cette production dans l'absolu ou qu'on la compare à celle d'autres marchés. Depuis les années 1980, le nombre d'éditeurs, le nombre de nouveautés et, plus encore, le nombre de titres réimprimés augmente régulièrement. Depuis le milieu des années 1990, toutefois, le tirage total est stagnant et le tirage moyen est en baisse marquée.

Ces tendances démontrent sans aucun doute la vitalité indéniable de la créativité au Québec, de même que le dynamisme de l'édition québécoise, qui a su mettre en marché cette créativité. Toutefois, il est évident que le double mouvement de la hausse du nombre de titres et de la baisse des tirages moyens se traduit par de très fortes pressions sur les coûts unitaires moyens et, par conséquent, sur les marges bénéficiaires, et cela en dépit des efforts que font les éditeurs pour gérer au plus serré les stocks en réduisant les tirages initiaux et en augmentant la fréquence des réimpressions de façon à se coller plus étroitement à l'évolution de la demande. D'où la tentation d'une fuite en avant, soit en augmentant encore davantage le nombre de titres, soit en haussant les prix, ou encore les deux. L'analyse des indices de prix nous indique ainsi que le prix de détail du livre, depuis 1985, progresse plus rapidement que l'indice général des prix à la consommation, tandis que le prix de gros progresse plus vite, depuis 1991, que celui du prix du livre au détail. Ce mouvement souligne d'un côté l'impact sur les prix de la hausse du coût unitaire moyen des éditeurs et, de l'autre (du moins en partie), l'impact des transformations structurelles dans les canaux de distribution du livre, où l'on

note une sensible progression des commerces qui offrent des rabais substantiels à leurs clients.

La situation financière des éditeurs agréés est, dans l'ensemble, relativement saine et solide. La stagnation des revenus et, surtout, la baisse marquée du taux de profit depuis une dizaine d'années augurent toutefois mal pour l'avenir si les tendances repérées se maintiennent. Dans l'ensemble, les éditeurs scolaires, de taille plus imposante et confrontés à un marché fort particulier, s'en tirent encore assez bien. Toutefois, la situation est plus difficile pour le segment des éditeurs de littérature générale, dont la plus grande part est composée d'entreprises de petite taille, et, surtout, pour les éditeurs jeunesse. Ce dernier segment, en effet, bien que s'étant développé rapidement au cours de la dernière décennie, montre actuellement la situation financière la plus fragile parmi les éditeurs.

Les éditeurs agréés représentent une part importante de l'activité éditoriale au Québec, avec environ les trois quarts de la production en nombre de titres au Québec, 35% de l'ensemble des ventes de livres et 40% des exportations totales. Dans l'ensemble, la part de marché des éditeurs de propriété québécoise (agréés ou non), en proportion des ventes de livres sur le marché intérieur québécois, peut être estimée à environ 43%, un résultat remarquable dans le contexte québécois.